

Fermeture des frontières : il est bien tard Monsieur Hollande



La notion de frontière était devenue désuète. Dépassée, archaïque, anachronique.

Pire encore, un concept fauteur de guerres. N'était-ce pas au nom des frontières que l'Europe avait été mise à feu et à sang?

Après 45, finie la ligne Maginot, finie la ligne Siegfried.

La frontière? Ce n'est plus un élément protecteur, c'est un concept nauséabond, l'apanage des patriotes ringards, des nationalistes belliqueux, et des régimes totalitaires. L'Utopia du XX^e siècle naissait et avec elle ses corollaires: gommer le passé, effacer ses enseignements, créer l'homme nouveau dans un monde idéal. *Si vis pacem, para bellum?* Inaudible. Renversant l'ordre logique de la cause et des effets, nos gouvernements successifs pensaient qu'en supprimant les frontières, on allait supprimer les guerres.

Dans la mouvance soixante-huitarde et son *Il est interdit*

d'interdire, la frontière est perçue un carcan qui gêne notre volonté de *jouir sans entraves*. On rejette les frontières comme on brûle ses soutifs. Il devient d'une urgence vitale de pouvoir se déplacer au gré des besoins s'agissant du Tiers-Monde, au gré de nos désirs, s'agissant des Occidentaux.

On voit fleurir nombres d'ONG, **MSF**, **RESF**, dont le nom même rejette cette notion honnie.

Nouvelles frontières, repoussant les barrières financières aussi bien que géographiques, propose au plus grand nombre les horizons lointains, à la mesure de nos rêves de pacifistes à chemises à fleurs. La frontière n'est plus qu'un mirage. Le monde est à nous. La route est à tous. Bonjour à l'Autre. Avec l'Union européenne, bienvenue à l'Autre chez nous. La chute de mur de Berlin soulève l'enthousiasme et conforte dans leur vision du monde les sans-frontiéristes.

De nombreuses mesures de l'Union européenne, qui ont conduit à la situation actuelle dans laquelle se trouve notre pays, découlent de cette philosophie qui fait de la frontière l'emblème des dictatures, à commencer par la loi du regroupement des familles qui jette un pont immatériel entre les deux rives de la Méditerranée, le traité de Schengen, le traité de Lisbonne.

Les peuples ont apprécié le résultat de cette politique folle. Nos dirigeants respectifs, non.

Hélas, le déni amène invariablement à prendre des mesures de plus en plus folles. C'est ce que nous connaissons depuis ces dernières décennies, jusqu'à la situation ubuesque actuelle qui voit les pays européens accueillir, parfois sous les applaudissement des autochtones, de pseudo réfugiés, mais vrais hommes dans la force de l'âge dont certains, contrairement à nous, sont rompus peut-être à la guérilla.

Mesure folle encore de la part de la France, qui, au mépris de son Histoire, accepte, dans un accord dont rien n'avait transpiré, de délocaliser sur son propre sol à Calais, la frontière pourtant naturelle de la Grande-Bretagne, avec le résultat désastreux que l'on sait. Avant-hier, Sir Peter Ricketts, ambassadeur en France de ce pays qui lui, s'est bien

gardé de signer les accords de Schengen, déclarait qu'il était hors de question que la Grande-Bretagne admette chez elle des immigrés clandestins et nous conseillait, avec le paternalisme dont on ne fait preuve qu'avec les enfants ou les débiles, de les répartir sur notre sol.

Comme toujours, l'utopie se trouve tôt ou tard confrontée au retour du réel. Depuis peu, on voit les anciens pays de l'Est matérialiser à nouveau les limites de leurs territoires à l'aide de protections qu'on aurait cru d'un autre âge: le fil de fer barbelé et le mur de béton. Et surprise, ces moyens archaïques ne marchent pas si mal. La Hongrie voit baisser radicalement le nombre d'illégaux pénétrer sur son sol. Qui oserait aujourd'hui vilipender le si décrié hier, Viktor Orban?

Même la très accueillante Suède s'avise de rétablir des contrôles à ses frontières. Tout récemment, afin de protéger le bon déroulement de COP21, la France elle aussi, recourt à ce moyen.

Tout à coup, la notion de frontière que nos dirigeants croyaient avoir définitivement éradiquée, ressurgit. Les frontières abolies se matérialisent à nouveau et de la façon la plus rudimentaire qui soit. La frontière redevient un moyen de protection.

Quelques attentats et une centaine de morts plus tard, la France reconnaît aujourd'hui l'état de guerre et parmi les mesures d'urgence qu'il met en place, Hollande ne parle plus de simples contrôles mais de fermeture des frontières. Expression exagérée, qui sera plus simplement le contrôle aux frontières.

En ce moment-même, Thibaut de Montbrial sur BFM TV, dans un discours impensable il y a encore quelques heures, exhorte les Français à changer de logiciel, à intégrer le fait que nous sommes en guerre, et va même jusqu'à recommander d'armer les fonctionnaires. Avec des mots qui rappellent ceux de l'acteur Charlton Heston, membre honoraire de la National Rifle Association, il affirme devant une Ruth Elkrief qui ne pipe mot: *s'il y avait eu des gens armés à l'intérieur du Bataclan,*

ils auraient pu défendre le public et sauver des vies.

Etat de guerre. Contrôles rétablies aux frontières. Port d'armes des fonctionnaires: voilà d'un coup les piliers mêmes de l'utopie européennes renversés. Quel désaveu de la politique européenne, plus encore de ses principes fondateurs. Quel constat de tragique échec pour ceux qui avaient oublié les leçons de l'Histoire au profit de rêves pseudo humanistes. Et dire que M. Cazeneuve, il n'y a pas si longtemps voulait empêcher les aspirants djihadistes de partir en Syrie.

Les frontières sont fermées, nous a annoncé François Hollande, qui tel le roi Priam n'a pas écouté Cassandre.

L'ennui, Monsieur le Président, c'est que l'ennemi est déjà à l'intérieur